

Une survie politique sous haute tension

Menacé par une motion de censure socialiste et sans majorité absolue, Lecornu s'est résolu à pratiquer une nouvelle méthode parlementaire : celle du dialogue en renonçant à l'utilisation du 49.3. Le Premier ministre avait déjà été fragilisé par le rejet d'amendements clés et par les divisions au sein du bloc présidentiel. Pour éviter la chute de son gouvernement (qui aurait entraîné une nouvelle crise institutionnelle après celle de septembre), il a accepté plusieurs revendications du PS liées à la justice fiscale et à la protection sociale.

Le compromis avec le PS

L'accord obtenu in extremis repose sur trois grands axes : la suspension de la réforme des retraites de 2023, l'engagement de ne pas recourir à l'article 49.3 pour imposer le budget, point central des exigences socialistes, l'ouverture de discussions sur une « allocation sociale unique » destinée à simplifier les aides et renforcer la redistribution. Ce compromis, que certains députés qualifient de « pacte de raison », a permis de repousser la motion de censure déposée par le RN et l'autre par LFI. En retour, les socialistes ont obtenu un moratoire sur la mise en œuvre de la future taxe dite « Zucman » sur les grandes fortunes, afin de poursuivre les négociations la semaine suivante.

Une Assemblée sous tension

Le climat à l'Assemblée reste électrique. Olivier Faure et Boris Vallaud ont prévenu que la trêve ne serait que temporaire si le Premier ministre ne « prenait pas des engagements concrets » en matière de justice fiscale. De son côté, la majorité présidentielle y voit une démonstration de sa capacité à bâtir des compromis sans autorité excessive, après des années d'usage intensif du 49.3. Si Sébastien Lecornu a pour l'instant sauvé sa tête, son gouvernement demeure précaire. Le soutien socialiste reste conditionnel et les Républicains comme le Rassemblement National accusent Matignon de « céder à la gauche » au détriment de la discipline budgétaire. En réalité, le Premier ministre n'a fait que gagner du temps : les débats sur les dépenses sociales et les recettes fiscales reprendront dès lundi, dans un hémicycle toujours fracturé.

La débâcle chez les LR

Dans ce compromis, les 6 ministres Les Républicains (LR) sont restés au gouvernement.

Laurent Wauquiez, patron des députés LR à l'Assemblée Nationale, après avoir demandé aux ministres LR de sortir du gouvernement, a changé d'idée en leur demandant de rester... Dans le même temps, Bruno Retailleau qui avait décidé de rester au gouvernement a demandé aux LR d'en sortir... Au final, les 6 ministres LR ont été exclus du parti... Si quelqu'un peut comprendre la valse des décisions entre Retailleau et Wauquiez, il faut qu'il se signale... Les militants, eux, sont navrés d'une situation ubuesque où les LR deviennent la caution droitière d'un gouvernement pris en otage par un PS qui n'a fait que 1,7% aux dernières élections présidentielles avec Anne Hidalgo... En somme, Lecornu a évité la censure et la crise, mais au prix d'une dépendance politique inédite à l'égard du PS - un équilibre aussi fragile que nécessaire dans cette nouvelle ère parlementaire sans majorité absolue.

La Rédaction

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité